



Distr.
GENERALE
A/2894
3 février 1955
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dixième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES :
RESUME ET ANALYSE DES RENSEIGNEMENTS TRANSMIS EN VERTU
DE L'ARTICLE 73 e DE LA CHARTE. RAPPORT DU
SECRETAIRE GENERAL

Résumé des tendances générales dans les
territoires sous administration du Royaume-Uni^{1/}

^{1/} Le présent résumé est également destiné au Comité des renseignements relatifs
aux territoires non autonomes.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
I. Situation économique	2 - 12
II. Plans de développement	13 - 26
III. Situation sociale	27 - 46
IV. Situation de l'enseignement	47 - 59
V. Coopération internationale et coopération régionale	60 - 71
Annexes A, B, C, D et E	

LISTE DES TERRITOIRES SOUS ADMINISTRATION DU ROYAUME-UNI

AFRIQUE	CARAIBES	ASIE et PACIFIQUE	AUTRES TERRITOIRES
Côte de l'Or	Les Bahama	Bornéo du Nord	Aden
Gambie	La Barbade	Brunéi	Chypre
Ile Maurice	Les Bermudes	Fédération malaise	Gibraltar
Kenya	Guyane britannique	Hong-kong	Iles Falkland
Nigeria	Honduras britannique	Iles Fidji	Sainte-Hélène
Nyassaland	Iles du Vent	Iles Gilbert et Ellice	
Ouganda	Iles-sous-le-Vent	Iles Salomon	
Rhodésie du Nord	La Jamaïque	Les Nouvelles-Hébrides	
Les Seychelles	La Trinité et Tobago	Sarawak	
Sierra Leone		Singapour	
Somalie britannique			
Zanzibar			

Résumé des tendances générales dans les territoires sous
administration du Royaume-Uni

(1953 - 1954)

1. Afin de permettre au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes de passer en revue les progrès accomplis dans ces territoires dans les domaines énoncés par l'Article 73 e de la Charte, les Etats Membres sont invités, d'après la section C de l'avant-propos du Schéma révisé, à fournir une description des principes et des mesures pratiques mettant en lumière les tendances générales dans les territoires qu'ils administrent. En réponse à cette invitation, le Royaume-Uni a transmis le rapport publié sur ses territoires coloniaux pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 1954. Sauf indication contraire, et sous réserve de l'addition en certains cas de données statistiques officielles plus récentes, les renseignements fournis ci-après sont extraits de cette publication.^{1/}

I. SITUATION ECONOMIQUE

2. Le volume des exportations de produits primaires s'est maintenu au niveau des trois années précédentes. Ce niveau est supérieur d'environ un tiers au volume atteint avant la guerre de 1939-1945; si l'on prend comme base (100) les chiffres de l'année 1948, l'indice du volume était de 125 pour 1953, contre 90 pour 1936.

3. Les prix ont baissé au cours de l'année 1953 et la valeur des exportations a été inférieure d'environ 9 pour 100 à celle de 1952, et de 26 pour 100 à celle de 1951. Ce fléchissement est principalement imputable à la Malaisie, qui a été fortement atteinte par la chute des prix du caoutchouc et de l'étain; à Hong-kong, dont le commerce d'entrepôt a fortement souffert par suite de restrictions aux exportations vers la Chine; et à l'Afrique orientale, où la production des cultures telles que celles du coton et du café a diminué par rapport à la saison précédente, principalement en raison des conditions météorologiques défavorables et particulièrement de la longue période de sécheresse qui y a sévi au début de l'année.

^{1/} Royaume-Uni : The Colonial Territories 1953-54, Cmd.9169, Londres, 1954. La liste des territoires visés dans cette publication n'est pas identique à celle des territoires pour lesquels sont transmis des renseignements en vertu de l'Article 73 e. En particulier, les Territoires sous tutelle, Malte et Tongo y figurent, tandis que les territoires du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland, qui relèvent d'une haute-commission, n'y figurent pas.

4. Il ressort du tableau donné à l'annexe A et où une comparaison est établie entre le premier semestre de 1953 et celui de 1954 que la valeur des exportations a augmenté dans 20 territoires, l'augmentation allant de 1,9 pour 100 au Kenya à 77,9 pour 100 au Honduras britannique, et qu'elle a diminué dans 6 territoires, la diminution allant de 2,3 pour 100 à Zanzibar à 24,9 pour 100 à Hong-kong.
5. La valeur des importations dans les territoires a baissé également mais, de même qu'entre 1949 et 1951, l'augmentation des importations était restée inférieure à celle des exportations, de même au cours des deux dernières années le fléchissement des importations a été moins considérable que celui des exportations. Le tableau des indices moyens de la valeur des importations dans certains territoires, qui figure à l'annexe B, montre que le fléchissement a continué pendant le premier semestre de 1954. Néanmoins, ainsi qu'il ressort du tableau de l'annexe C, la comparaison de la valeur des importations pour le premier semestre de 1953 et celui de 1954 indique, pour 15 territoires, une augmentation qui va de 1,9 pour 100 aux Bermudes à 25,7 pour 100 aux îles Fidji et, pour 10 autres territoires, une diminution qui va de 0,4 pour 100 aux îles Bahama à 23,1 pour 100 à Hong-kong.
6. En 1953, pour la première fois depuis le commencement de la guerre de Corée, il y a eu un déficit au titre des transactions courantes pour l'ensemble des territoires. Ce déficit dans la balance des paiements a été financé par des investissements en provenance de l'extérieur et non par des prélèvements sur les réserves extérieures, qui ont continué d'augmenter, bien qu'à une allure ralentie.

Répartition géographique des échanges commerciaux

7. La répartition de l'ensemble des importations dans les territoires sous administration du Royaume-Uni selon leur provenance a été sensiblement la même au cours des cinq premiers mois de 1954 que pendant l'année 1953.^{1/} Il s'est produit une légère diminution du pourcentage des produits importés du Royaume-Uni et d'autres parties de la zone sterling. Les importations en provenance de pays membres de l'CECE situés en dehors de la zone sterling ainsi que d'autres pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique ont accusé une augmentation correspondante. La proportion des importations en provenance des Etats-Unis d'Amérique (5,6 pour 100) a été légèrement inférieure à celle de 1953 (5,8 pour 100) et encore plus

^{1/} Voir l'annexe D.

inférieure à celle de 1952 (6,3 pour 100). Les importations en provenance du Japon, qui avaient subi un brusque fléchissement entre 1952 et 1953, ne se sont pas rétablies au niveau antérieur au cours des cinq premiers mois de 1954 et se sont maintenues à une moyenne mensuelle de 4,3 millions. Les mesures prises au début de 1954 pour atténuer les restrictions frappant les produits japonais n'avaient pas encore pu faire sentir leurs effets.

8. La répartition de l'ensemble des exportations en provenance des mêmes territoires selon leur destination a été pour les cinq premiers mois de 1954 sensiblement la même que pendant l'année 1953 en ce qui concerne le Royaume-Uni et les autres pays de la zone sterling.^{1/} Néanmoins, la proportion des exportations à destination de pays membres de l'OECE qui sont situés en dehors de la zone sterling a augmenté de 20 pour 100 tandis que les exportations à destination des Etats-Unis d'Amérique et des pays d'Asie et d'Afrique situés en dehors de la zone sterling ont diminué d'autant.

Finances publiques

9. Malgré le fléchissement de la valeur des exportations, le total des recettes, qui s'est élevé à un peu plus de 390 millions de livres, n'a été inférieur que d'environ 20 millions de livres au chiffre record qui avait été atteint en 1952. Les recettes ont augmenté dans la proportion de un à sept depuis 1939. Les recettes de la Fédération malaise, du Bornéo du Nord et du Sarawak ont diminué du fait du ralentissement des échanges, mais les chiffres restent élevés pour la plupart des autres territoires, bien que certains indices laissent prévoir un fléchissement dans un proche avenir. La plupart des gouvernements des territoires n'ont rien ajouté à leurs réserves mais peu d'entre eux ont été obligés d'y faire des prélèvements sauf pour ce qui est des dépenses faites sur des fonds de réserve de développement spécialement constitués à cet effet. D'un autre côté, le mouvement ascendant général des dépenses publiques s'est poursuivi, notamment pour ce qui est des dépenses de fonctionnement de services sociaux élargis, et nulle part la baisse des prix des matières premières n'a été accompagnée d'une

^{1/} Voir l'annexe E.

diminution importante des frais d'administration. En fait, de nombreux territoires ont atteint une situation telle qu'un déficit sera inévitable dans un proche avenir si les mouvements actuels des recettes et des dépenses se poursuivent.

10. En 1953, la valeur de la formation brute de capital dans l'ensemble des territoires a dépassé de 5 à 10 pour 100 celle de 1952. Les renseignements incomplets dont on dispose actuellement font apparaître que cette augmentation serait due principalement à l'accroissement des dépenses publiques afférentes au développement économique, et indiquent que la formation brute de capital s'élève approximativement, à prix courants, à un total de 410 à 425 millions de livres.

11. Le tableau ci-après a été établi d'après des évaluations détaillées pour la plupart des territoires importants et un certain nombre de petits territoires, ainsi que des évaluations approximatives pour les autres territoires.

Formation brute de capital (évaluations)

<u>Types d'actifs</u>	<u>1948</u>	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>	<u>1952</u>
		(en millions de livres)			
Machines importées (valeur des machines installées)	90	105	115	145	195
Machines de production locale (valeur des machines installées)	5	5	5	5	5
Constructions et travaux publics ^{a/}	70	85	105	135	175
Cités établies près de plantations ou de mines (non compris les bâtiments et l'équipement)	25 ^{b/}	15 ^{b/}	15	15	15
Totaux	190	210	240	300	390

a/ : A partir de 1951, année pour laquelle on a pu obtenir pour la première fois des renseignements distincts sur les constructions à usage d'habitation, ce dernier élément a représenté environ 35 pour 100 des chiffres totaux fournis.

b/ Ces chiffres sont grossis par les dépenses afférentes au relèvement de la Malaisie.

12. Pour les cinq années 1948 à 1952, la répartition géographique approximative de la formation brute de capital se présentait comme suit : Afrique orientale et Afrique centrale : 30 pour 100; Afrique occidentale : 15 pour 100; Extrême-Orient : 25 pour 100; Caraïbes : 15 pour 100; autres territoires : 15 pour 100. Ainsi, 45 pour 100 de toute la formation de capital correspondaient aux territoires d'Afrique, dans lesquels se trouvent plus de 80 pour 100 de la population totale.

II. PLANS DE DEVELOPPEMENT

13. Au cours de l'année, les dépenses faites sur les fonds du Colonial Development and Welfare Fund se sont élevées à environ 14 millions de livres, soit le même montant que pour l'année précédente. Les dépenses en capital effectuées par les gouvernements des territoires et d'autres organismes publics se sont également maintenues au même niveau. Les progrès ont été facilités par l'approvisionnement plus aisé en biens d'équipement, précédemment peu abondants; en effet, dans la plupart des territoires, c'est surtout la pénurie de personnel administratif et technique qui entrave le développement. A la fin de l'année, les engagements de dépenses du Colonial Development and Welfare Fund pour des projets de recherches s'élevaient à environ 11.500.000 livres. On a approuvé 59 projets nouveaux, dont le coût total est évalué à 741.000 livres.

14. En outre, l'aide financière accordée par le Gouvernement de la métropole comprenait les dépenses ci-après : 6 millions de livres pour la Fédération malaise et Singapour, somme qui représente un nouveau versement dans le cadre de l'aide promise au titre des dommages de guerre, objet pour lequel il y a eu également des émissions d'emprunt d'un montant de 4 millions de livres; une subvention de 6 millions de livres à la Fédération malaise, comme contribution aux dépenses occasionnées par la crise de 1954, somme à laquelle sont venus s'ajouter des prêts de 4.700.000 livres et de 3.500.000 livres de Brunéi et de Singapour; une subvention de 4 millions de livres et un emprunt non productif d'intérêts d'un montant de 2 millions de livres, au titre des dépenses extraordinaires pour le Kenya, ainsi qu'un premier versement de 500.000 livres sur une subvention totale de 5 millions de livres, pour l'exécution d'un plan quinquennal de développement de l'agriculture africaine dans ce territoire; 3.125.000 livres pour la Guyane britannique au titre d'un programme de développement accéléré; une allocation spéciale de 1.250.000 livres au Rhodes' a University College, destinée à subvenir à la majeure partie des dépenses de la première partie de son programme de constructions; 799.000 livres pour Aden, comme premier versement sur un prêt de 4 millions de livres pour les dépenses des services municipaux en raison de la construction de la raffinerie de pétrole; 500.000 livres pour le Nyassaland au

titre de son programme de biens d'équipement; 360.000 livres pour la Fédération malaise comme premier versement sur une subvention de 7.290.000 livres destinée à couvrir les dépenses en capital afférentes au développement des forces armées de la Fédération; 175.000 livres pour le Bornéo du Nord comme nouveau versement sur une subvention destinée à la reconstruction et au relèvement d'après-guerre; 91.990 livres pour les îles Falkland comme contribution aux dépenses du programme élargi de recherches; 70.000 livres pour Grenade, pour le développement des quais; enfin, 45.000 livres pour Sainte-Hélène, pour des travaux publics. Pour réparer les dommages causés par des tremblements de terre, des incendies et des inondations, la métropole a accordé les subventions ci-après : 740.000 livres à la Jamaïque; 500.000 livres à Chypre; 200.000 livres à Hong-kong; 20.000 livres à St. Kitts-Nevis et 13.000 livres à Montserrat.

15. Des contributions aux dépenses de développement ont été faites sur les recettes des territoires, pour des montants variables, mais dont on estime qu'ils représentent environ 50 pour 100 du total des dépenses annuelles. On a également fait appel aux ressources locales pour le financement du développement au moyen d'emprunts émis dans le public dans les territoires intéressés, au moyen de prêts consentis à la Fédération malaise et au Bornéo du Nord par le Gouvernement de Brunéi et au moyen de fonds empruntés par voie de prélèvement sur les soldes créditeurs des comptoirs de vente. Par ce procédé, la Fédération malaise, par exemple, a pu réunir environ 14 millions de livres, la Côte de l'Or environ 2.400.000 livres et le Conseil municipal de Singapour environ 2.300.000 livres.

16. Les emprunts publics qui ont été souscrits au cours de l'année sur le marché de Londres se sont élevés à un total d'environ 20.500.000 livres contre 22 millions de livres en 1952. En outre, les gouvernements du Sierra-Leone, du Kenya et d'Aden, ainsi que la Haute Commission de l'Est-Africain, ont pu réunir dans leurs territoires respectifs des sommes s'élevant à un total d'environ 2.250.000 livres par souscription locale d'une partie des emprunts émis à Londres. Le Gouvernement des Etats-Unis a consenti un prêt libellé en livres sterling, d'un montant de 2.390.000 livres, destiné au développement des ports en Afrique orientale.

17. Le tableau ci-après indique la répartition en pourcentages des contributions au financement des plans de développement approuvés.

<u>Périodes</u>	<u>Financement par le Colonial Development and Welfare Fund</u>	<u>Financement au moyen d'emprunts et au moyen des ressources locales</u>
	(en pourcentages)	(en pourcentages)
1948-49	32,2	67,8
1949-50	34,0	66,0
1950-51	31,3	68,1
1951-52	17,2	82,8
1952-53	17,7	82,3
1953-54	16,7	83,3

18. En Afrique orientale, les gouvernements du Kenya, de l'Ouganda et du Tanganyika ont dépensé, entre 1946 et la fin de 1952, une somme de près de 60 millions de livres; on prévoit qu'au mois de mars 1956, lorsque l'exécution de leurs programmes décennaux de développement sera terminée, ils auront dépensé une nouvelle somme de 40 à 50 millions de livres au moins. Le 1er avril 1954, la Haute Commission de l'Est-Africain a émis un emprunt de 2.045.000 livres pour le développement des postes et des télécommunications. Une somme de 1.600.000 livres seulement a été mise en souscription publique dans le Royaume-Uni, le solde ayant été réservé pour des fonds des gouvernements des divers territoires.

19. Au cours des deux prochaines années, les propositions relatives au développement économique de la Guyane britannique entraîneront les dépenses ci-après : 3 millions de livres au titre des transports, communications et travaux publics; plus de 2,5 millions de livres pour l'agriculture et les forêts; 2 millions de livres pour le programme de logement; enfin, un million de livres à allouer sous forme de crédits agricoles et industriels par une société de crédit. Ainsi qu'il a été signalé au paragraphe 14, le Gouvernement du Royaume-Uni a consenti une subvention de 3.125.000 livres sur les fonds du Colonial Development and Welfare Fund et prêtera son concours pour l'émission d'emprunts, sur le marché de Londres, pour une somme de 3.417.000 livres. La société de crédit a été créée pour fournir des crédits financiers et pour stimuler et faciliter l'investissement des capitaux privés disponibles sur place ou à l'extérieur. Pour la durée du plan de développement biennal (1954-55), la société s'est vu

allouer une somme totale de 8.200.000 dollars des Antilles britanniques. On a également créé un Conseil économique, présidé par le Gouverneur de la Guyane britannique. On a constitué douze comités de développement, présidés par les Commissaires de district, chacun d'eux comprenant quatre membres fonctionnaires et au moins quatre membres non fonctionnaires, dont deux petits propriétaires fonciers, locataires ou employeurs. Ces comités sont chargés d'aider à l'élaboration et à l'exécution des plans de développement dans toute la Guyane britannique.

20. Un rapport a été présenté sur le projet de plan de développement qui a été établi pour la Fédération malaise. A la fin de 1952, on avait commencé l'exécution de 213 des 546 entreprises inscrites à ce plan. On avait engagé des dépenses en capital pour un montant évalué à 250.700.000 dollars malais, sur un montant total de dépenses prévues d'un peu plus de 855 millions de dollars malais (pour les six années sur lesquelles porte le plan). Une révision du plan semblait s'imposer en raison de l'évolution survenue depuis 1950 dans les domaines économique, social et politique. La forte hausse des prix du caoutchouc et de l'étain, suivie par un recul presque aussi prononcé, a eu des effets de très grande portée. Pour ce qui est du caoutchouc, le programme de renouvellement des petites plantations est appelé à jouer un rôle considérable dans l'évolution de cette industrie, la plus importante du pays. Le problème d'ordre général que pose la sauvegarde du capital et le maintien du rendement de cette industrie devant la baisse des prix et la concurrence accrue du caoutchouc synthétique fera l'objet d'une prochaine étude qui a été confiée à une mission indépendante. Le programme de réinstallation pose des problèmes dans le domaine de l'administration sociale en même temps qu'il entraîne d'importantes conséquences pour la structure de la production de la Fédération. Le rapport du Comité sur la production du riz et les travaux du Département de l'agriculture sur l'amélioration des variétés de riz et le développement de l'emploi des engrais ont soulevé des problèmes nouveaux et créé des possibilités nouvelles en ce qui concerne la culture du riz, aliment de base dans le territoire. Quant aux services sociaux, l'adoption par la législature d'une politique en matière scolaire rend nécessaire une refonte de la partie correspondante de l'ancien plan de développement. D'autre part, le développement des organes de l'administration locale aura certainement sur les plans de développement des effets qui n'avaient pas été prévus.

Sociétés de développement

21. En 1953, le total des crédits approuvés au titre des projets confiés à la Colonial Development Corporation s'est élevé à environ 6 millions de livres, dont 1.750.000 livres étaient destinés à compléter des crédits déjà approuvés pour des projets en cours et 4.250.000 livres pour des projets nouveaux. A fin mars 1954, le total des crédits approuvés pour des projets en cours s'élevait à 45 millions de livres; le montant total des capitaux approuvés (y compris les sommes afférentes à des projets abandonnés) s'élevait à 51.750.000 livres.

22. Outre la Colonial Development Corporation, alimentée par des fonds fournis par le Gouvernement du Royaume-Uni, il existait à la fin de mars 1954, dans les divers territoires, 21 organismes exerçant des fonctions analogues. Ils fonctionnent de diverses façons, mais on peut les ranger en deux catégories principales : sociétés qui entreprennent directement l'exécution de projets généralement de grande envergure, souvent en collaboration avec des entreprises privées, et sociétés qui s'occupent principalement du financement de petites industries locales.

23. On trouvera ci-après les noms de quelques-unes de ces organisations fonctionnant sur le plan local. L'Uganda Development Corporation participe à l'exploitation des gisements de cuivre et de cobalt de Kilembe. Cette société est également associée avec une autre société, créée avec le concours du gouvernement local de Busoga et du gouvernement du territoire pour l'étude des possibilités qu'offre la pêche en eau profonde des mormyres au Busoga méridional, où cette société intervient comme organisme gérant. La société assure déjà l'exploitation d'une cimenterie à Tororo; elle dirige l'Uganda Fish Marketing Corporation ainsi que l'hôtel du lac Victoria, elle est en outre sociétaire de la Tororo Exploration Company, qui fait la prospection des gisements de Sukulu. Dans la Côte de l'Or, l'Industrial Development Corporation fournit une somme de 150.000 livres pour la création d'une tuilerie. Parmi les autres organismes de développement général qui fonctionnent dans les territoires africains, on peut citer : l'Agricultural Development Corporation^{1/} et l'Agricultural Loans Board dans la Côte de l'Or; les comptoirs de développement régional de l'Est, du Nord et de l'Ouest, les comptoirs de développement de la production régionale et

le Colony Development Board dans la Nigeria; le Development and Industrial Board au Sierra-Leone; et l'Industrial Loans Board and Land Bank dans la Rhodésie du Nord. Il existe aussi des organismes de développement chargés d'une mission précise, comme par exemple le Lagos Executive Development Board, l'Uganda Electricity Board, la Kafue River Hydro-Electric Authority dans la Rhodésie du Nord, et la Tema Development Corporation qui s'occupe de l'aménagement d'une commune à proximité du nouveau port de Tema dans la Côte de l'Or.

24. Dans la région des Caraïbes, on peut citer l'Industrial Development Corporation et l'Agricultural Development Corporation à la Jamaïque, ainsi que l'Industrial Development Fund à Antigua; d'autre part, à la suite d'une étude entreprise par la Banque internationale, on crée actuellement en Guyane britannique une société de crédit qui aura pour mission de fournir une aide financière pour le développement industriel et agricole.

25. Dans la Fédération malaise, c'est la Rural and Industrial Development Authority qui est chargée d'encourager le développement économique et le développement social, et de prendre elle-même des initiatives dans ces domaines; dans les îles Fidji, l'Agricultural and Industrial Loans Board et le Fiji Development Fund Board poursuivent des objectifs analogues.

26. Etant donné l'évolution de la situation, des modifications ont été apportées aux plans de développement d'un certain nombre de territoires; ailleurs, les plans sont en cours de revision. On trouvera des renseignements détaillés sur ces diverses modifications et sur les progrès réalisés à cet égard, dans le rapport relatif aux plans de développement qui a été établi par le Secrétariat pour la session de 1954 du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes^{1/}.

^{1/} A/AC.35/L.156, Add. 1, 2 et 3.

III. SITUATION SOCIALE

27. Le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes disposera, à sa sixième session en 1955, de rapports spéciaux sur quelques aspects des conditions sociales dans les territoires administrés par le Royaume-Uni. Pour cette raison, on n'a pas jugé nécessaire d'examiner, dans le présent rapport, certaines tendances générales qui se manifestent, par exemple, dans l'aménagement des collectivités ou l'administration de la santé publique.

Situation de la main-d'oeuvre et de l'emploi

28. A la fin de 1953, on comptait 1.437 syndicats enregistrés - dont 206 syndicats patronaux - avec un total de 950.000 adhérents, contre 1.325 syndicats et environ 865.000 adhérents en 1952. Comme les années précédentes, des cours spéciaux de formation ont été organisés à l'intention des dirigeants syndicaux. C'est ainsi que des chefs syndicaux de plusieurs territoires sont venus suivre au Royaume-Uni des cours de brève durée organisés avec le concours du Ministère du travail et du service national et du Trades Union Congress. Un cours destiné à la région des Antilles a eu lieu à la Jamaïque, grâce à une subvention du Colonial Development and Welfare Fund.

29. La mise en place d'un mécanisme de consultations et de négociations paritaires s'est poursuivie. Parmi les nouveaux organes créés, on peut citer, à la Jamaïque, un Conseil industriel mixte pour le bâtiment, à Saint-Christophe-et-Nièves, un Comité chargé de régler les conditions de travail des ouvriers non contractuels de l'Administration, et dans la Fédération malaise, un Conseil Whitley pour les employés de l'administration payés à la journée et un autre pour ceux qui touchent un traitement mensuel. Dans le domaine des relations professionnelles, l'avancement des mineurs africains en Rhodésie du Nord continue d'être l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre. Les sociétés minières en ont abordé l'examen d'ensemble avec le syndicat des mineurs européens; des pourparlers ont eu lieu entre le syndicat européen et le syndicat africain sous la présidence d'un représentant de la Fédération internationale des mineurs. Cette réunion a adopté une résolution qui appuyait les revendications des Africains relatives à l'avancement, réclamait l'application du principe du salaire égal pour une tâche et une responsabilité égales, et proposait la création d'un comité consultatif par les deux syndicats.

30. En mai 1954, 17 syndicalistes, originaires de territoires de l'Afrique occidentale administrés par le Royaume-Uni, ont suivi un cours de formation de trois semaines qu'avait organisé dans la Côte-de-l'Or le Trade Union Advisory Center, centre ouvert à Accra par la Confédération internationale des syndicats libres, conformément aux recommandations adoptées en 1951 par une conférence des syndicats de l'Afrique occidentale et de l'Afrique centrale. En janvier 1954, vingt étudiants y ont suivi un premier cours de formation. Ce Centre publie en outre, depuis avril 1954, une revue mensuelle, West African Worker.
31. Une conférence de fonctionnaires des services de la main-d'oeuvre a eu lieu à la Trinité en décembre 1953. En 1954, l'University College des Antilles a organisé un cours de formation de dix semaines pour les cadres syndicaux de cette région. Plusieurs conseils chargés des questions de salaires ont été créés dans les Iles-sous-le-Vent. Ils s'occupent avant tout de la main-d'oeuvre agricole. A la Trinité, un conseil des salaires du commerce de gros et de détail a été constitué. Les conseils consultatifs du travail ont été réorganisés à la Grenade, à Saint-Vincent et à Sainte-Lucie; un conseil de ce genre a été créé à la Dominique.
32. Au Kenya, une loi a mis en oeuvre les principales recommandations de la Commission Carpenter qui avait été chargée en 1953 d'étudier les salaires et les conditions de travail des Africains, et qui a présenté son rapport en mars 1954. Cette loi prévoit une augmentation de 10 shillings par mois pour tous les Africains et porte leur allocation mensuelle de logement de 6 à 11 shillings. Parmi les autres recommandations qui seront prises en considération figurent le paiement de salaires permettant d'assurer les besoins essentiels, la régularité de l'emploi, des conditions de logement convenables et un système d'assurance-vieillesse. La Commission a condamné toute extension du système de la main-d'oeuvre migrante comme portant préjudice à l'économie du Kenya et comme ayant des conséquences sociales indésirables dans les zones urbaines.

Sécurité et assistance sociales

33. Presque tous les territoires ont désormais des dispositions de loi prévoyant le paiement d'indemnités aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles. Au cours de l'année, une Workmen's Compensation Ordinance est entrée en vigueur à Hong-kong et en Somalie britannique; les lois en vigueur à Chypre, dans la Nigeria et le Bornéo du Nord ont été modifiées.

34. A Chypre, des régimes d'assurance sociale fondées sur le versement de cotisations étaient à l'étude et prévoyaient des pensions de vieillesse, des indemnités pour les veuves, des allocations en cas de maladie, des prestations de maternité, des prestations aux orphelins et des indemnités en cas de décès. En Guyane britannique, l'Administration a fait une enquête sur les besoins et les possibilités en matière de sécurité sociale. A Brunéi, le plan de développement contient des dispositions relatives au versement de pensions et d'allocations à certaines catégories de personnes, sans cotisation ni vérification des ressources des intéressés. Dans la Fédération malaise, la Caisse patronale de prévoyance créée en 1951 a surmonté les difficultés initiales; à Singapour, une ordonnance a prévu la création d'une Caisse centrale de prévoyance.

Sociétés coopératives

35. Le mouvement coopératif a fait des progrès satisfaisants. En Ouganda, les coopératives de vente avaient acquis, à la fin de 1953, huit usines d'égrenage du coton. Le nombre des sociétés coopératives de tous types y dépasse maintenant 800. Au cours de l'exercice financier actuel, les sociétés coopératives de Bugishu (Ouganda oriental) ont écoulé pour 1.250.000 livres sterling de produits agricoles, le café seul ayant rapporté 950.000 livres sterling. La nouvelle Union coopérative de Bugishu groupe 31.000 membres et est, de ce fait, la plus importante organisation de l'Ouganda : tous les principaux postes administratifs y sont occupés par des Africains et les trois dirigeants font partie du Conseil du développement de l'action coopérative de l'Ouganda. Au Kenya, la constitution de sociétés coopératives ne fait que de lents progrès parmi les Africains. Les sociétés de vente de légumes et les autres coopératives sont stationnaires chez les Kikuyu; en revanche, chez les Luo, les sociétés de production de beurre clarifié ont été parmi les entreprises coopératives les plus réussies du territoire. Dans la région occidentale de la Nigéria, une banque coopérative s'est créée avec un capital initial de 1.000.000 de livres fourni par le comptoir de vente du cacao. L'Association coopérative de vente du cacao a fait un chiffre d'affaires de 2.000.000 de livres sterling; d'autre part, six sociétés de vente du copra et une union ont été enregistrées. Six petites rizeries et une usine de traitement du caoutchouc ont commencé à fonctionner sous le régime coopératif. Dans la région orientale, une union coopérative de la Nigéria orientale et du

Cameroun a été fondée; l'Office de commercialisation des produits du palmier à huile a aidé à constituer des coopératives de vente. Dix mille femmes environ font maintenant partie de ces sociétés. On compte 96 sociétés composées exclusivement de femmes; la majorité sont des sociétés d'épargne et de crédit, mais il y a aussi six services coopératifs de maternité et une société de broderie. Dans l'île Maurice, dix nouvelles sociétés ont été enregistrées et l'on compte désormais 275 sociétés avec 23.431 membres. A Chypre, 55 nouvelles sociétés ont été enregistrées et le total des sociétés atteint 734. Les prêts effectués par l'intermédiaire de ces sociétés se sont élevés à environ 2.000.000 de livres. 34. A la Jamaïque, les dépôts des sociétés d'épargne et de prêt se sont élevés à 105.000 livres sterling et les excédents ont été confiés à la Jamaica Credit Union League. Une Fédération des sociétés de vente de tomates s'est constituée et a obtenu des pouvoirs publics des prêts pour une valeur de 100.000 livres sterling. A la Trinité et à Tobago, les sociétés de crédit ont augmenté le nombre de leurs membres et leur capital-actions; les sociétés de crédit rural ont porté le nombre de leurs adhérents à 12.800 et ont accordé au total 310.000 livres de prêts.

37. La Fédération malaise comptait 1.663 sociétés, dont 590 sociétés de crédit rural affiliées à huit unions bancaires. Les 106 sociétés urbaines d'épargne et de prêts groupaient 40.000 membres et le total de leur capital-actions et de leurs dépôts s'élevait à 1.166.000 livres sterling. Les coopératives de consommation, qui ont pour principal fournisseur la Malayan Co-operative Wholesale Society, patronnée par le gouvernement, a fait de bonnes affaires dans les plantations et auprès des mines, ainsi qu'avec les boutiques des villages malais qui tiennent aux paiements faits comptant. A Singapour, les sociétés urbaines d'épargne et de prêts comptaient 14.000 membres; leur capital-actions et leurs dépôts s'élevaient à 560.000 livres sterling. Une banque centrale coopérative, groupant 90 sociétés membres, a été enregistrée au Sarawak. A Hong-kong, l'enregistrement de 21 nouvelles sociétés a porté le nombre des coopératives à 31. On espère que les 10 nouvelles sociétés de crédit pour les pêcheurs étendront plus tard leurs activités à la vente du poisson et à la fourniture des engins de pêche. Près de la moitié de la production totale de légumes du territoire passe par des sociétés coopératives et des centres de ramassage des produits agricoles. Dans les îles Gilbert et Ellice, des causeries

radiodiffusées contribuent à la formation des membres de sociétés coopératives.

Lutte contre la criminalité et traitement des délinquants

38. Les problèmes que pose le traitement des délinquants n'ont cessé de retenir l'attention des autorités; cette année a eu lieu à Dar es-Salam la première conférence africaine internationale sur cette question. Dans ses recommandations, la conférence a rendu hommage aux régimes qui cherchent à développer l'esprit de coopération et le sens de la discipline chez les prisonniers en diminuant progressivement la surveillance dont ils sont l'objet. D'autres recommandations portaient sur : les travaux utiles et constructifs destinés à faciliter la réhabilitation des condamnés; les institutions spéciales pour jeunes adultes; les tribunaux spéciaux; les maisons de détention provisoire, les écoles agréées et la probation pour les jeunes délinquants; la formation du personnel de surveillance; le classement des prisonniers; l'emploi constructif de la discipline; l'assistance religieuse et morale; l'assistance et l'éducation sociales; le traitement des aliénés et l'assistance aux prisonniers libérés.

39. De nombreux territoires modifient actuellement leur législation pour y incorporer une grande partie de ces recommandations. C'est ainsi que Hong-kong, le Protectorat de la Somalie, la Trinité, la Fédération malaise et le Honduras britannique, entre autres, ont entrepris de réviser les règlements pénitentiaires. Au Kenya, une association pour l'aide aux prisonniers libérés s'est constituée avec l'appui du Gouvernement; un régime de travail rémunéré a été introduit dans la prison d'Hong-kong; dans plusieurs territoires, dont la Nigeria, des moniteurs ont été chargés de diriger les travaux de construction exécutés par les prisonniers, lesquels bénéficient ainsi d'une formation technique.

Santé publique

40. Ces dernières années, l'augmentation des revenus et les subventions du Colonial Development and Welfare Fund ont permis de développer les services sociaux, notamment les services médicaux, et ont fait ainsi progresser la médecine. Il n'y a eu aucune grande épidémie en 1953; les chiffres connus accusent une chute presque générale des taux de mortalité, avec une augmentation générale de l'espérance de vie. En Afrique, la maladie du sommeil a été pratiquement jugulée; le pian a été maîtrisé dans les régions de forte densité; la lutte contre la fièvre récurrente en Somalie britannique a obtenu des résultats notables; la

lutte antipaludique et le traitement de la lèpre ont fait des progrès presque partout. On ne perd cependant pas de vue l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir. La tuberculose, par exemple, provoque encore de très nombreux décès.

41. Dans les régions urbaines, les autorités municipales se chargent de plus en plus de l'exécution des mesures courantes de santé publique. Les règlements sanitaires deviennent plus stricts mais, notamment dans les vieilles villes, il reste beaucoup à faire pour l'aménagement des zones de résidence, la suppression des taudis, le relogement et la modernisation des services sanitaires; tous ces problèmes sont encore compliqués par l'accroissement régulier des populations urbaines.

42. Dans la plupart des territoires, l'enseignement de l'hygiène n'est pas encore spécialisé, mais figure parmi les attributions générales du service de la santé publique. A la Jamaïque et dans l'Ouganda, cependant, cet enseignement a été confié à des bureaux spéciaux; dans d'autres territoires, tels que les îles Fidji, Hong-kong, la Rhodésie du Nord et Antigua, il prend la forme de causeries, d'émissions radiodiffusées, d'articles de journaux, de films, d'affiches, de cours scolaires et d'expositions.

43. Grâce aux mesures sanitaires et médicales prises en faveur de la main-d'oeuvre, on a pu exécuter plusieurs grands travaux d'équipement industriel, qui exigeaient des mesures spéciales de précaution, sans s'exposer à aucun des risques sanitaires que de telles entreprises comportaient jusqu'ici en pays tropical. Ainsi, à Aden, la construction de la nouvelle raffinerie de pétrole s'est poursuivie sans accident sanitaire grave; la main-d'oeuvre qui a achevé le barrage d'Owen Falls (Jinja) sur le Nil, a présenté un taux de morbidité particulièrement bas; le projet de la Volta, dans la Côte de l'Or prévoit des mesures sanitaires; dans la région cuprifère de la Rhodésie du Nord, le Bureau de la silicose de Kitwe, l'un des services les mieux organisés et les mieux équipés du genre, a entrepris des recherches pratiques dans le cadre de ses travaux courants.

44. Bien qu'il y ait de plus en plus de médecins autochtones prêts à servir dans leur propre territoire, les services médicaux n'arrivent pas encore à assurer leur recrutement. A la fin de 1953, 230 titulaires de bourses et 595 étudiants payants, originaires des territoires, étudiaient la médecine au Royaume-Uni. Dans les territoires, l'Université de la Malaisie et celle de Hong-kong,

les University Colleges des Antilles, d'Ibadan (Nigeria) et de l'Afrique orientale à Makerere (Ouganda), formaient un grand nombre de médecins. Ces pépinières de personnel qualifié permettent à certains territoires de se constituer progressivement des services médicaux composés principalement d'autochtones; ce personnel peut ensuite profiter des possibilités d'études offertes à l'étranger et prétendre aux postes supérieurs des services d'hygiène publique ou des cliniques spécialisées.

45. Pour former le personnel technique subalterne, les avantages d'une coopération originale n'ont pas été perdus de vue. Les petits territoires des Antilles ont établi à frais communs un programme de formation et envoient leurs étudiants à la Jamaïque et à la Trinité, où les centres de formation offrent un enseignement plus complet. Cinq inspecteurs sanitaires de Zanzibar ont ouvert un cours de formation à Kongwa (Tanganyika); une jeune fille du Sarawak a suivi en Nouvelle-Zélande un cours d'infirmière-dentiste de deux ans. Aux Fidji, les bâtiments de la nouvelle Ecole centrale de médecine ont été inaugurés en décembre.

46. La formation des infirmières et des sages-femmes est en progression continue. Quelque mille cinq cents élèves suivaient des cours au Royaume-Uni pour devenir infirmières d'hôpital, infirmières de neuro-psychiatrie ou sages-femmes; les territoires eux-mêmes formaient de plus en plus de personnel; dans de nombreux territoires, l'amélioration des moyens de formation et du logement des élèves-infirmières a permis un bien meilleur recrutement, tant en quantité qu'en qualité.

IV. SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT

47. A tous les degrés, la Puissance administrante a continué de développer les moyens d'enseignement, notamment en ce qui concerne la formation des maîtres. Pendant l'année universitaire 1953-54, 3.364 étudiants suivaient les cours des deux universités et des quatre collèges universitaires des territoires non autonomes. La création d'un cinquième collège universitaire - dans la Fédération des Rhodésies et du Nyassaland - a marqué un nouveau progrès. A la fin de 1953, il y avait dans les établissements d'enseignement du Royaume-Uni quelque 8.000 étudiants des territoires non autonomes, dont 1.965 étaient des boursiers, contre 6.300 étudiants dont 1.443 boursiers en 1952.
48. Dans le domaine de l'enseignement technique supérieur, le Gold Coast College of Technology, Science and Arts a été établi sur des bases plus solides au cours de l'année. Un projet révisé a été adopté en juillet 1954 pour le Nigerian College of Arts, Science and Technology. Le collège, institution fédérale, aura trois annexes régionales qui seront installées à Zaria dans le nord, à Ibadan dans l'ouest et à Enugu dans l'est; destiné à dispenser un enseignement supérieur non universitaire, le collège donnera des cours sur des sujets autres que ceux du Collège universitaire d'Ibadan. Le Fonds pour le développement économique et social des colonies a accordé une subvention de 600.000 livres sterling au collège et l'administration régionale de la Nigeria occidentale a augmenté de 6.000 à 9.000 livres sterling sa contribution pour 1954-55 à la Section des cours de vulgarisation du Collège universitaire d'Ibadan. Le premier Institut d'administration de la Nigeria, situé à Zaria dans la région septentrionale, a été ouvert le 24 avril 1954. En plus des cours de lettres et d'économie politique menant au diplôme de l'Université de Durham, le Collège de Fourah Bay (Sierra-Leone) a continué de former des maîtres et de donner des cours techniques et commerciaux ainsi que des cours de vulgarisation.
49. A Nairobi, la construction du Royal Technical College of East Africa a progressé rapidement; la Haute-Commission de l'Est africain a réglé par décret l'administration de cet établissement, dont le premier directeur a été nommé en mai 1953. La fusion de ce collège et du Mahatma Gandhi Memorial College est prévue. Les fonds du Gandhi Memorial, versés par la population d'origine indienne de l'Afrique orientale et par le Gandhi Memorial Fund de l'Inde, seront mis à la

disposition du Royal Technical College à l'intention notamment des facultés des lettres, des sciences et des sciences commerciales. Le collège sera une institution multiraciale et dispensera l'enseignement supérieur technique et technologique, ainsi que l'enseignement des lettres jusqu'à un niveau ouvrant l'accès des universités. Dans le domaine du génie civil et du commerce, l'enseignement atteindra un niveau équivalent à celui qui est sanctionné par un diplôme universitaire ou à celui qui répond aux conditions requises des membres associés des instituts professionnels d'Angleterre.

50. Le nombre des étudiants de l'University College of East Africa à Makerere (Ouganda), a doublé pendant les quatre dernières années; en juin 1954, il y avait 487 internes, dont 17 femmes. Le personnel enseignant du University College comptait 82 professeurs et chargés de recherches, y compris le personnel de l'East African Institute of Social Research. Des cours de vulgarisation ont été créés vers la fin de 1953 lorsqu'un directeur d'études a été nommé en Ouganda.

51. L'administration de l'Ouganda a jeté les bases d'un programme d'enseignement technique pour lequel elle dépensera 2 millions de livres sterling sur les 10 millions de livres sterling prévues pour l'enseignement des Africains. On envisage de créer 11 écoles professionnelles rurales qui formeront 250 artisans par an pour les régions rurales et 12 écoles techniques secondaires du premier cycle qui formeront des artisans pour les régions urbaines. Ces écoles formeront chaque année 300 artisans au moins qui auront fait trois ans d'études techniques, ainsi que 220 autres qui auront fait deux années d'études générales préparant à des cours techniques.

52. A propos de la création du Rhodesia University College, le Gouvernement britannique et les administrations de la Fédération ont pris les dispositions suivantes : l'université sera construite à Salisbury; le collège recevra les moyens nécessaires pour dispenser l'enseignement et faire des recherches près de l'université; il recevra un domaine de près de 1.000 acres pour une ferme d'essai; le nouveau Salisbury Native Hospital sera mis à la disposition d'une école de médecine. La Salisbury Round Table lance un appel pour la fondation d'une chaire de relations raciales, de philosophie politique et autres sujets connexes. Elle a pour objet de "créer un centre où l'on étudiera non seulement les causes d'antagonismes, qui existent dans les sociétés multiraciales et les mesures à prendre pour supprimer ou réduire ces antagonismes, mais aussi les moyens de diffuser largement les résultats de ces études".

53. Dans les plus grands territoires de l'Afrique occidentale, l'instruction a été caractérisée surtout au cours des dernières années par les progrès de l'enseignement primaire universel. En Côte de l'Or, où la dernière campagne pour l'enseignement primaire universel a commencé au début de 1952, le nombre des enfants âgés de six à dix ans qui ne fréquentent pas l'école est très faible dans la colonie et dans l'Achanti. Plus de 1.000 maîtres ont été formés en 1953 et 298 internes ont suivi des cours pédagogiques. En outre, plus de 8.000 externes ont suivi des cours pédagogiques. La construction des Instituts techniques de Kumasi et de Takoradi a commencé et le nombre des élèves inscrits dans les écoles et les instituts professionnels et techniques a dépassé 1.200. En Nigeria, l'administration de la région occidentale espère que le principe de l'enseignement primaire obligatoire pourra entrer en vigueur en janvier 1955. Dans la région orientale, l'introduction du classement des élèves dans de nombreuses écoles primaires a été un grand progrès. Dans l'Ouganda, on s'est surtout attaché à appliquer les recommandations du Comité Bunsen, qui ont toutes été adoptées sauf les propositions tendant à faire passer de six à huit ans la durée de l'enseignement primaire et à abolir les écoles du premier cycle. En ce qui concerne ces dernières, le système actuel a été maintenu en vigueur pour déférer à un fort mouvement d'opinion des Africains. Pour la mise en oeuvre des recommandations, le Gouvernement a prélevé 8 millions de livres sterling sur l'African Development Fund pendant la période 1953-60. En outre, 2 millions de livres sterling ont été affectés au développement de l'enseignement technique. Au Kenya, sur les 188 écoles kikuyu fermées à la fin de 1952, 58 ont été rouvertes, dont 20 sous la direction de sociétés missionnaires et 38 sous la direction des conseils de district en matière d'éducation, alors que, parmi les autres, 60 écoles ont été considérées comme faisant double emploi. Le nombre des écoles primaires subventionnées est passé de 1.294 à 1.570, alors que celui des écoles intermédiaires passait de 192 à 248. L'expansion de l'enseignement secondaire s'est poursuivie conformément au programme établi et 150 garçons se sont présentés au Cambridge School Certificate, contre 105 en 1952. En ce qui concerne l'enseignement des filles, les deux premières écoles de mission du pays fonctionnent actuellement de façon satisfaisante; deux candidates se sont présentées au Cambridge School Certificate en 1952 et cinq en 1953. En Rhodésie du Nord, deux événements importants ont marqué l'évolution de l'enseignement des Africains :

l'homologation d'un Corps enseignant africain unifié et la publication du Rapport sur l'enseignement supérieur des Africains dans l'Afrique centrale. Le Corps unifié s'occupe de tous les maîtres, qu'ils soient au service du Gouvernement, des autorités locales ou des missions, et marque un progrès sensible pour la profession. Dans le protectorat de la Somalie, la première école secondaire du second cycle a été ouverte. D'autre part, la première école de l'Administration pour les filles, la seule du Territoire, s'est ouverte en 1953; sa première année a été couronnée de succès et elle a été bien accueillie par la population somalie.

54. A la Trinité et dans les quatre îles Windward, des études ont été entreprises sur le système d'enseignement. Une commission de trois experts, créée au début de 1954, a rédigé un rapport intitulé "L'Enseignement à la Trinité et à Tobago". Elle a présenté 75 recommandations, touchant notamment l'enseignement technique, l'agriculture, l'éducation des adultes, la formation des maîtres et le financement. Au nombre de ces propositions, on note : 1) un programme décennal prévoyant que 6 millions de dollars seront consacrés à la construction d'écoles pouvant contenir 44.683 élèves; 2) la révision des programmes scolaires; 3) la création d'une école normale recevant des internes, d'un second institut technique à Port of Spain, de centres sociaux et d'instituts donnant des cours du soir; 4) la coopération des départements de l'instruction et de l'agriculture sur les questions scolaires; 5) la création immédiate d'un comité consultatif des manuels scolaires.

55. A Sainte-Lucie et au Honduras britannique, les cours de vacances pour maîtres ont été très suivis. La construction d'une nouvelle école secondaire du second cycle et de deux nouvelles écoles primaires a été achevée à St. Kitts-Nevis, et une nouvelle école secondaire du second cycle a été ouverte à Montserrat en janvier.

56. Comme le montrent les chiffres suivants, la réorganisation de l'enseignement a fait de grands progrès dans les territoires dévastés par la guerre de l'Asie du sud-est et de Hong-kong. Dans la Fédération malaise, la population scolaire, qui dépassait à peine 250.000 écoliers à la fin de l'occupation japonaise, a atteint près de 849.000 élèves à la fin de 1953; à Singapour, le nombre des élèves inscrits est passé de 38.719 en 1945 à 163.000 en 1953; à Hong-kong, les effectifs scolaires sont passés de près de 4.000 enfants en 1945 à 211.000 en 1953. De la

même façon, les dépenses scolaires de Sarawak ont été neuf fois plus élevées en 1953 qu'en 1947 et, pendant la même période, le nombre des élèves inscrits est passé de 29.000 à 49.000; dans le Bornéo du Nord, où l'enseignement a particulièrement souffert pendant l'occupation japonaise, 102 écoles recevaient déjà 8.500 enfants, en mai 1946, sous l'administration militaire britannique. En septembre 1953, le nombre des écoles était passé à 233 et le nombre des enfants à plus de 24.000.

57. Le Gouvernement de la Fédération malaise a décidé d'ouvrir une deuxième école normale dans le Royaume-Uni. La première de ces écoles, située à Kirby, près de Liverpool, a été ouverte en janvier 1952. Lorsque ces deux écoles fonctionneront normalement, elles pourront, avec la nouvelle école normale située à Khota-Bharu, dans la Fédération, recevoir chacune 300 élèves qui suivront deux années de cours, fournissant ainsi chaque année 450 maîtres parlant l'anglais.

58. Dans les îles Gilbert et Ellice, les nouveaux règlements scolaires qui sont entrés en vigueur en juillet prévoient que tous les enfants âgés de 6 à 16 ans doivent fréquenter l'école. Dans les îles Ellice, les textes révisés disposent que tout autochtone âgé de 16 à 50 ans doit effectuer chaque année un service social de 52 jours au maximum, de façon à améliorer son bien-être personnel et celui de la collectivité indigène de toute île dans laquelle il réside. Le service social peut comprendre la construction et l'entretien d'écoles, d'hôpitaux, de citernes, de puits, de latrines publiques, de routes, de ponts et de chaussées.

59. En ce qui concerne l'éducation des adultes, le Département des cours de vulgarisation de l'Université de Bristol a ouvert dans le Royaume-Uni un nouveau cycle de cours réservé aux étudiants des territoires d'outre-mer. Les trois départements de cours de vulgarisation des collèges universitaires d'Ibadan (Nigeria), de la Côte de l'Or et des Antilles prennent sans cesse plus d'importance. On cherche à recruter un directeur qui sera chargé d'organiser le Département de cours de vulgarisation de l'Université de Malaisie; le Collège universitaire de l'Est Africain a reçu des crédits pour s'assurer les services d'un directeur des cours de vulgarisation; un directeur pour l'Ouganda est déjà entré en fonctions, grâce aux crédits fournis par le Gouvernement de ce territoire.

V. COOPERATION INTERNATIONALE ET COOPERATION REGIONALE

60. Les Administrations des divers territoires se sont vivement intéressées aux réunions techniques et régionales organisées par la FAO et ont envoyé des représentants à des conférences qui se sont occupées de différentes questions : sélection de variétés de blé et d'orge, amélioration des pâturages et des fourrages de la région méditerranéenne, lutte antiacridienne, fièvre aphteuse, maladies des animaux, problèmes de nutrition, sélection de variétés de riz et d'engrais, plans de bateaux de pêche et améliorations à apporter à ces bateaux, pacages en forêts, etc.

61. Les territoires non autonomes ont profité de plus en plus des travaux que la FAO a entrepris au titre du Programme élargi d'assistance technique. Six experts ont terminé en 1953 des missions dans divers territoires, un septième expert est encore en fonctions et un huitième a entrepris des travaux qui se poursuivront pendant toute l'année 1954. Grâce à des bourses d'études de la FAO, cinq candidats originaires des territoires ont commencé à suivre des cours de formation et un sixième candidat a terminé en juillet quinze mois d'études.

62. En retour, les territoires ont participé activement aux travaux de la FAO. Le Gouvernement de Chypre a accueilli en juin la Conférence du Proche-Orient sur les maladies des animaux; et le Gouvernement de la Nigeria et le Collège universitaire d'Ibadan ont mis des moyens à la disposition d'un cycle de formation de statisticiens de l'agriculture qui s'est réuni de juillet à septembre et auquel ont participé près de quarante candidats originaires de territoires africains. En outre, plusieurs territoires ont accepté de former des ressortissants étrangers qui avaient bénéficié de bourses d'études et de perfectionnement de la FAO.

63. Les Administrations des territoires et les autorités régionales de l'Organisation mondiale de la santé ont maintenu pendant l'année une étroite coopération et ont entrepris ou exécuté plusieurs programmes d'assistance technique, dans certains cas avec l'aide de matériel et de fournitures que le Fonds international des Nations Unies pour l'enfance a offerts pour compléter les conseils techniques et le personnel spécialisé de l'Organisation mondiale de la santé. On peut signaler parmi ces programmes : des campagnes de lutte contre le paludisme, la lèpre et le pian en Nigeria; une campagne de lutte contre le paludisme, une étude sur la situation sanitaire et une campagne d'amélioration de l'état sanitaire,

une étude des maladies vénériennes et une étude sur la sensibilité à la tuberculine dans l'Afrique orientale; une campagne d'assainissement aux Seychelles; des programmes de lutte contre les insectes et des campagnes antituberculeuses dans certains territoires des Antilles; des programmes pour l'assainissement du milieu, pour l'enseignement des soins infirmiers et de l'hygiène, ainsi que la formation de spécialistes de l'hygiène rurale dans les territoires d'Extrême-Orient.

64. On a pu noter que les divers territoires suivaient de plus près les travaux de l'Organisation internationale du Travail et se préoccupaient d'appliquer les normes internationales du travail. Des délégations venues de Kong-kong, de la Fédération malaise et de Singapour, composées de représentants des organisations patronales et des organisations de travailleurs, ont participé à la Conférence régionale de l'Asie qui s'est tenue à Tokyo au mois de septembre. Des délégations tripartites de Kong-kong et de Singapour ont également participé à la Conférence maritime de l'Asie qui s'est tenue à Ceylan en octobre.

65. Un fonctionnaire du Kenya et un syndicaliste de la Sierra Leone ont bénéficié de bourses de perfectionnement de l'OIT qui leur ont permis de se rendre dans le Royaume-Uni pour y étudier pendant six mois l'organisation des services du personnel et les relations industrielles.

66. Des demandes de bourses de perfectionnement au titre du Programme élargi d'assistance technique ont été présentées pour permettre à un fonctionnaire de Chypre d'étudier les assurances sociales et à un employé d'une société minière de la Rhodésie du Nord d'étudier dans le Royaume-Uni l'organisation des services du personnel. Un spécialiste de l'artisanat, appartenant à l'OIT, a terminé une enquête, pour le compte de l'Office de développement des industries rurales, sur l'artisanat et la petite industrie dans la Fédération malaise. Des demandes ont été présentées pour que deux experts soient détachés auprès du Gouvernement de la Trinité et de Tobago afin de donner des conseils sur la possibilité d'instituer un régime d'assurances sociales, et pour que des spécialistes de la formation en cours d'emploi apportent leur concours aux Gouvernements de la Trinité et de Tobago, de la Côte de l'Or, de la Gambie et de Singapour.

67. Sur l'invitation du Gouvernement de la Nigeria, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a tenu au Collège universitaire d'Ibadan, de juillet à août, un cycle d'études sur les bibliothèques publiques d'Afrique. Des représentants du Royaume-Uni, de quatre territoires et de

treize autres pays ont participé à ses travaux. D'autres représentants de territoires non autonomes ont participé à plusieurs cycles d'études et conférences qui ont porté sur les auxiliaires audio-visuels de l'éducation de base, sur la diffusion dans les écoles de l'Afrique occidentale de renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées, sur la formation des travailleurs, sur la formation des dirigeants d'organisations de jeunesse et sur l'enseignement des sciences sociales. L'UNESCO a accepté, sur la demande de la Commission des Caraïbes, de participer à l'organisation d'une conférence technique qui aura lieu à la Trinité en octobre 1954 et qui sera consacrée à l'éducation et aux petites exploitations agricoles.

68. L'UNESCO a participé à un nouveau programme d'éducation de base, ce qui a porté à treize le nombre des programmes communs; de nouvelles demandes ont été présentées au titre du système des bons d'entraide. Au titre du Programme élargi d'assistance technique, un accord a été conclu pour l'envoi en Nigeria d'un expert américain qui fera une enquête sur les problèmes que posent les langues vernaculaires; une bourse de perfectionnement a été octroyée à un candidat de la Côte de l'Or qui se rendra en Scandinavie pour étudier la profession de bibliothécaire et des dispositions ont été prises pour envoyer à la Jamaïque quatre étudiants de pays étrangers qui bénéficieront de bourses de perfectionnement de l'UNESCO.

69. En collaboration avec le Fonds et avec l'OMS, le FISE a de nouveau apporté une contribution importante, principalement sous forme de matériel et de fournitures, à divers programmes qui avaient été entrepris par les administrations de divers territoires. En Nigeria, le FISE a versé une première contribution de 93.000 dollars des Etats-Unis en faveur de la lutte contre la lèpre et a fourni des crédits de 75.000 et de 150.000 dollars des Etats-Unis, respectivement, pour financer dans ce territoire des campagnes de lutte contre le paludisme et le pian. Une première allocation de crédits de 25.000 dollars des Etats-Unis a été approuvée pour une campagne de lutte antipaludique dans l'Afrique orientale, l'île Maurice a reçu du vaccin contre la coqueluche pour une somme équivalant à 10.000 dollars des Etats-Unis. La Guyane britannique, le Honduras britannique, Grenade et Saint-Kitts ont bénéficié de crédits de 18.500, 4.000, 5.600 et 5.500 dollars des Etats-Unis, respectivement, pour des campagnes antituberculeuses. Le financement

de plusieurs programmes de protection maternelle et infantile a été facilité par l'octroi de 47.000 dollars de crédits à la Fédération malaise, de 22.000 dollars à Singapour, de 7.000 dollars à Hong-kong et de 8.000 dollars au Sarawak; en outre, un crédit de 1.000 dollars des Etats-Unis a été affecté à une campagne antituberculeuse au Brunéi.

70. Au titre du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies, trois experts hydrauliciens ont été envoyés à la Jamaïque et un autre spécialiste des opérations aéro-magnétiques a été envoyé dans la Fédération malaise. On s'occupe aussi de recruter des experts qui étudieront la question du logement en Côte de l'Or, formeront des techniciens locaux de la radio et feront des études de géophysique dans la Fédération malaise, tandis que d'autres feront des études sur les agglomérations urbaines de la Gambie. L'Administration de l'assistance technique des Nations Unies a octroyé, ou recommandé d'octroyer, 19 bourses de perfectionnement à des candidats des territoires qui étudieront le développement économique et l'administration publique, notamment les finances publiques, les télécommunications, la navigation et la géologie minière.

71. Au titre du programme de coopération technique du plan de Colombo, 33 candidats de la Fédération malaise, 9 de Singapour, 6 du Bornéo du Nord, 3 du Sarawak et 2 du Brunéi ont suivi des cours de formation, principalement en Australie et en Nouvelle-Zélande. Neuf experts ont été envoyés dans la Fédération malaise, 2 dans le Bornéo du Nord et 2 au Sarawak, surtout par le Canada. La plupart de ces experts devaient s'occuper de programmes de formation dans les territoires non autonomes; d'autre part, on poursuit des négociations pour l'envoi de 41 experts et la formation de 41 stagiaires, ainsi que pour la fourniture du matériel nécessaire aux cours de formation. La Fédération malaise et Singapour fournissent les installations nécessaires à la formation des candidats venus d'autres pays, le Royaume-Uni assurant le paiement des frais de voyage et des indemnités à l'aide des contributions qu'il a versées au fonds de coopération technique. Le Népal a demandé des renseignements sur la formation de spécialistes chargés de la classification des bois, de l'administration des douanes et de l'administration des contributions indirectes; un stagiaire de Ceylan suivait à Chypre des cours de formation sur le crédit agricole et les opérations bancaires et un candidat indien se formait dans l'Afrique orientale à la lutte antiacridienne.

ANNEXE A

VALEUR DES EXPORTATIONS DES TERRITOIRES SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Premier semestre de 1954 et de 1953)

<u>Territoires</u>	<u>1954</u>	<u>1953</u>	<u>Augmentations ou diminutions</u> En millions de livres sterling (f.o.b.)	<u>Pourcentages</u>
<u>Afrique</u>				
Somalie britannique	0,55	0,49	0,06	12,2
Gambie (7 mois)	2,93	2,75	0,18	6,5
Côte de l'Or	-	56,89	-	-
Kenya	13,09	12,85	0,24	1,9
Ile Maurice	4,95	4,29	0,66	15,4
Nigeria	83,42	67,53	15,89	23,5
Rhodésie du Nord	-	43,09	-	-
Nyassaland	-	3,18	-	-
Iles Seychelles	0,31	0,27	0,04	14,8
Sierra-Leone	6,52	5,14	1,38	26,8
Ouganda	26,33	22,14	4,19	18,9
Zanzibar	2,49	2,55	- 0,06	- 2,3
<u>Région des Antilles</u>				
Iles Bahama	0,58	0,68	- 0,10	-14,7
Barbade	5,46	4,53	0,93	20,5
Iles Bermudes	1,46	0,88	0,58	65,9
Guyane britannique	8,88	8,39	0,49	5,8
Honduras britannique	1,94	1,09	0,85	77,9
Jamaïque	18,99	15,33	3,66	23,9
Iles-Sous-le-Vent (5 mois)	1,13	1,35	- 0,22	-16,3
La Trinité	29,91	27,84	2,07	7,4
Iles Windward	1,87	1,75	0,12	6,8

ANNEXE A (suite)

<u>Territoires</u>	<u>1954</u>	<u>1953</u>	<u>Augmentations ou diminutions</u> En millions de livres sterling (f.o.b.)	<u>Pourcentages</u>
<u>Asie-Pacifique</u>				
Brunéi	-	5,26	-	-
Fédération malaise	169,20	186,20	- 17,0	- 9,1
Iles Fidji	3,47	3,33	0,14	4,2
Hong-kong	72,70	96,80	- 24,1	-24,9
Sarawak	-	22,63	-	-
<u>Autres territoires</u>				
Adén	21,65	20,91	0,74	3,5
Chypre	7,85	6,80	1,05	15,4
Iles Falkland	4,14	3,18	0,96	30,2
Gibraltar	0,44	0,40	0,04	10,0
Sainte-Hélène	0,012	0,017	- 0,005	-29,4

ANNEXE B

Indices de la valeur moyenne des importations de quelques territoires sous administration britannique 1/

		<u>1952</u>	<u>1953</u>	<u>1954</u> Premier trimestre	<u>1954</u> Deuxième trimestre
Nigeria	(1948 - 100)	137	122	117	--
Côte de l'Or	(1948 - 100)	126	114	--	--
Est-Africain	(1950 - 100)	133	121	--	--
Fédération malaise	(1952 - 100)	100	93	85	85
La Trinité	(1951 - 100)	106	99	94	97
Chypre	(1946-50 - 100)	123	108	106	100

S'il est permis de tirer une conclusion des chiffres fournis par ces quelques territoires, on peut dire que la valeur moyenne des importations a diminué en 1953 et pendant le premier semestre de 1954, par rapport au maximum atteint en 1952.

1/ Royaume-Uni : Colonial Office, Digest of Colonial Statistics, Londres, H.M.S.O., novembre-décembre 1954, pp. 9 et 10.

ANNEXE C

VALEUR DES IMPORTATIONS DES TERRITOIRES SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Premier semestre de 1953 et de 1954)

<u>Territoires</u>	<u>1954</u>	<u>1953</u>	<u>Augmentations ou diminutions</u> (en millions de livres ster- ling)(c.i.f)	<u>Pourcentages</u>
<u>Afrique</u>				
Somalie britannique	1,10	0,95	0,15	15,8
Gambie	1,05	1,05	-	-
Côte de l'Or (5 mois)	28,34	31,10	- 2,76	- 8,9
Kenya (importations nettes)	27,33	23,68	3,65	15,4
Ile Maurice	6,98	8,91	- 1,93	- 21,7
Nigeria	56,31	53,18	3,13	5,9
Rhodésie du Nord	-	25,20	-	-
Nyassaland	-	3,45	-	-
Iles Seychelles	0,26	0,29	- 0,03	- 10,3
Sierra-Leone	6,07	5,41	0,66	12,2
Ouganda	12,18	12,35	- 0,17	- 1,4
Zanzibar	2,86	2,50	0,36	14,4
<u>Région des Antilles</u>				
Iles Bahama	4,58	4,60	- 0,02	- 0,4
Barbade	4,93	4,43	0,50	11,3
Iles Bermudes (f.o.b.)	5,96	5,85	0,11	1,9
Guyane britannique	8,22	7,40	0,82	11,1
Jamaïque	17,55	16,49	1,06	6,4
Iles-Sous-le-Vent (5 mois)	1,41	1,28	0,13	10,1
La Trinité	23,81	22,62	1,19	5,3
Iles Windward	1,60	1,67	- 0,07	- 4,2

ANNEXE C (suite)

<u>Territoires</u>	<u>1954</u>	<u>1953</u>	<u>Augmentations ou diminutions (en millions de livres sterling) (c.i.f.)</u>	<u>Pourcentages</u>
<u>Asie et Pacifique</u>				
Brunéi	-	1,96	-	-
Fédération malaise	174,60	189,60	- 15,0	- 7,9
Iles Fidji	4,99	3,97	1,02	25,7
Hong-kong	102,30	133,00	- 30,70	-23,1
Bornéo du nord	4,27	4,35	- 0,08	- 1,8
Sarawak	-	21,75	-	-
<u>Autres territoires</u>				
Aden	34,09	31,93	2,16	6,8
Chypre	11,06	10,50	0,56	5,3
Iles Falkland	1,93	1,88	0,05	2,6
Gibraltar	2,86	3,45	- 0,69	- 2,0
Sainte-Hélène	0,03	0,03	-	-

ANNEXE D

Répartition géographique des échanges

Total des importations des territoires sous administration britannique,
d'après leur provenance 1/

	<u>Année 1953</u> (en pourcentages)	<u>5 premiers mois</u> <u>de 1954 c/</u> (en pourcentages)
Royaume-Uni	34,1	32,7
Autres parties de la zone sterling		
Territoires coloniaux ^{a/}	11,1	10,9
Autres territoires	12,6	9,8
Etats-Unis et Philippines	5,8	5,6
Canada	1,9	2,0
Amérique centrale et Amérique du Sud	1,7	1,7
Pays de l'OECE hors de la zone sterling ^{b/}	12,6	15,2
Autres pays d'Europe	0,7	0,8
Autres pays d'Asie et d'Afrique	17,5	19,2
Provenance indéterminée	<u>2,0</u>	<u>2,1</u>
	100,0	100,0

a/ Y compris les importations en provenance de Hong-kong.

b/ Y compris les territoires métropolitains et les territoires d'outre-mer.

c/ Les chiffres de 1954 ne comprennent pas les importations à destination de la Rhodésie du Nord et du Nyassaland.

1/ A l'exclusion de Hong-kong.

ANNEXE E

Répartition géographique des échanges

Total des exportations des territoires sous administration britannique,
d'après leur destination 1/

	<u>Année 1953</u> (en pourcentages)	<u>5 premiers mois de 1954</u> (en pourcentages)
Royaume-Uni	35,3	35,1
Autres parties de la zone sterling		
Territoires coloniaux ^{a/}	9,8	10,9
Autres territoires	8,8	8,4
Etats-Unis et Philippines	12,8	10,9
Canada	2,8	2,9
Amérique centrale et Amérique du Sud	1,3	1,1
Pays de l'OECE hors de la zone sterling ^{b/}	13,9	17,3
Autres pays d'Europe	1,1	1,8
Autres pays d'Asie et d'Afrique	8,5	6,4
Destination indéterminée	<u>5,7</u>	<u>5,2</u>
	100,0	100,0

a/ Y compris les exportations à destination de Hong-kong.

b/ Y compris le territoire métropolitain et les territoires d'outre-mer.

c/ Les chiffres de 1954 ne comprennent pas les exportations en provenance de la Rhodésie du Nord et du Nyassaland.

1/ A l'exclusion de Hong-kong.

- - - - -